



Quand la classe ouvrière chinoise s'éveille

Avertissement : Les lecteurs de Lutte de Classe savent qu'il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire qui soumet des textes différents de ceux de la majorité aux votes de nos camarades, lors de nos conférences nationales. Ces textes sont systématiquement publiés dans nos colonnes. Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée, c'est-à-dire en fraction. Ils s'expriment désormais régulièrement dans ces colonnes.

Alors que le gouvernement chinois se vante d'être désormais la quatrième puissance économique mondiale par le PIB, d'autres faits sont venus rappeler les réalités du pays. Le pouvoir a tenté en novembre dernier de cacher l'explosion d'une usine qui a pollué l'un des plus grands fleuves de Mandchourie. En décembre, la police a tiré sur une manifestation de 6000 paysans, faisant plusieurs morts.

Le régime policier impitoyable qui dirige la Chine, enferme dans ses prisons et ses camps de travail des milliers de prisonniers politiques, ne tolère aucun parti politique indépendant, étouffe dans l'œuf tout embryon de syndicat libre, contrôle et muselle la presse, l'édition, internet, tous les moyens d'information. Il procède à 10000 exécutions de condamnés de droit commun, chaque année, ce qui est aussi une façon de rappeler à toute la population que la violence la plus brutale peut s'abattre sur elle.

16 ans après le massacre de Tien An Men, le régime peut-il craindre d'être à nouveau contesté dans son existence même ? Que reste-t-il des forces d'opposition à la dictature en Chine, et quelles sont leurs perspectives ?

Après Tien An Men : de l'écrasement du mouvement pour la démocratie...

Le bain de sang qui mit fin à l'occupation de la place Tian An Men, le 4 juin 1989, en faisant sans doute près de 2000 morts, fut le point de départ d'une répression sauvage et systématique. Sous la loi martiale, qui resta en vigueur pendant 8 mois, tout fut fait pour éradiquer durablement les oppositions.

Partout les arrestations se multiplièrent, et des dizaines de milliers de personnes furent jetées en prison. Les associations autonomes d'étudiants, d'intellectuels, d'ouvriers furent dissoutes, leurs dirigeants emprisonnés, et leurs membres devaient se rendre à la police pour présenter leur autocritique, et éventuellement donner des gages de loyauté et de repentance, en procédant à des délations. Des milliers de contestataires durent entrer dans la clandestinité, se cacher en province, ou quitter le pays.

Dans chaque unité de travail, bureaux, usines ou universités, les employés durent faire un rapport sur leur comportement pendant les événements et faire des autocritiques publiques. Une vaste campagne de propagande se déclencha contre les partisans de la « libéralisation bourgeoise », « manipulés par l'étranger » et responsables de la « tempête contre-révolutionnaire ». De nombreux étudiants furent radiés de l'université. À l'université de Pékin, fer de lance du mouvement, les nouveaux entrants durent faire un stage à l'armée avant de commencer les cours. La répression fut particulièrement dure dans les milieux ouvriers : dans les jours qui suivirent le massacre de la nuit du 4 juin, des travailleurs qui avaient prêté main forte aux étudiants furent sommairement exécutés.

La direction du parti communiste procéda également à des purges en son propre sein, une de plus, mais contre les « réformateurs » cette fois qui, pendant les années 1980, avaient protégé les activités des démocrates en leur offrant des espaces d'expression dans la presse, des institutions culturelles, etc. dans le cadre des luttes des factions pour le pouvoir. Des journaux (pourtant tous liés au parti et à l'État) furent fermés, des comités de rédaction mis au pas (celui du plus officiel des journaux officiels, le Quotidien du Peuple, se vit imposer un militaire à sa tête). Les opposants qui dans les années 1980, loin de se voir en adversaires irréductibles du pouvoir, espéraient faire

aboutir leurs revendications de plus de libertés en s'appuyant sur une partie du système lui-même, furent ainsi sommés de choisir entre la soumission et la marginalité, voire l'anéantissement. Cette politique d'écrasement systématique du mouvement pour la démocratie semble bien avoir porté ses fruits : depuis 1989, les opposants sont atomisés, réduits à une clandestinité, quand ils ne sont pas en prison ou en camp de travail. Ceux qui luttent à l'intérieur du pays tentent de s'organiser à l'échelle du pays et de rompre leur isolement, les dissidents en exil semblent réduits à l'impuissance. L'opposition démocratique chinoise vit parfois au rythme du petit jeu des négociations commerciales entre les dirigeants des grandes puissances, européennes et surtout américaine : des dissidents sont libérés ou peuvent s'exprimer la veille de discussions internationales sur des ventes d'armes, de centrales nucléaires, sur les quotas textiles, l'entrée de la Chine à l'OMC ou la candidature de Pékin aux Jeux Olympiques, puis à nouveau étouffés et embastillés quand les grands de ce monde n'ont plus l'usage du petit pion « droits de l'homme » sur leur échiquier diplomatique.

Pourtant, s'il n'y a plus eu de mouvement de protestation des étudiants ou de l'intelligentsia (ou si nous n'en avons plus eu connaissance) depuis 1989, comparables aux manifestations d'étudiants de 1978-1979, 1986 et 1989, la dictature doit maintenant faire face à de nouvelles formes de contestation.

...aux révoltes ouvrières et paysannes

Ainsi, le nord-est de la Chine, où la vieille industrie lourde d'État a été frappée par des fermetures et licenciements massifs, a été secoué ces dernières années par de grandes manifestations de rue. Début 2002, dans la ville pétrolière de Daqing, 50000 travailleurs ont manifesté pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaires, et ils ont attaqué nombre de bâtiments officiels, dont le siège local du syndicat officiel. Ils ont fondé contre celui-ci un syndicat indépendant. En mars de la même année, 30000 travailleurs licenciés de 20 entreprises d'État différentes ont à leur tour manifesté à Liaoyang, pour réclamer eux aussi le paiement des arriérés de salaire et des primes de départ qui avaient été promises, dénoncer la corruption des dirigeants, et réclamer la libération de délégués arrêtés par la police. Ce mouvement a présenté plusieurs traits qui semblent nouveaux : non seulement les ouvriers ont tissé un réseau englobant les usines de la ville, mais ils ont élu des délégués, émis des revendications politiques (la démission d'un des principaux dirigeants de la région, le président de l'assemblée populaire de Liaoyang), contacté la presse étrangère, et même les organisations de défense des droits des ouvriers basées à Hong Kong (l'ancienne possession britannique rendue à la Chine en 1997 bénéficiant de plus grandes tolérances démocratiques, tout en étant complètement coupée du reste du pays). Le pouvoir a réagi en envoyant la police anti-émeutes et l'armée. Deux leaders ouvriers, Yao Fuxin et Xiao Yunliang, ont été condamnés à 7 et 4 ans de prison.

Dans les campagnes, de véritables émeutes opposant paysans et forces de l'ordre se sont également multipliées ces dernières années : les paysans le plus souvent protestent contre les taxes, la corruption des notables locaux, les expropriations forcées de terres, ou encore la pollution des sols par des usines. Dernier épisode en date : la police a tiré sur une foule de 6000 paysans le 6 décembre dernier, faisant officiellement 6 morts, mais une vingtaine selon les paysans, qui signalent aussi la disparition d'une cinquantaine de personnes. Les paysans protestaient depuis plusieurs mois contre la saisie de leurs terres au nom d'un projet de centrale électrique. Une première délégation avait été envoyée aux autorités en août... et mise en état d'arrestation, et après la fusillade la police a fouillé toutes les maisons pour traquer les « meneurs ».

Il est difficile d'estimer l'ampleur des luttes ouvrières et paysannes, dans ce pays immense, où règne de surcroît la censure. Cependant même les autorités reconnaissent que leur nombre augmente d'année en année, depuis le milieu des années 1990. Un article du Monde diplomatique de janvier 2006 cite ainsi le ministre de la sécurité publique, Zhou Yonkang, qui a « rendu public le chiffre, habituellement tenu secret, des manifestations : 74000 protestations en 2004 (rassemblant 3,76 millions de personnes), contre 10000 en 1994. » C'est la conséquence des inégalités croissantes en

ville et à la campagne, mais aussi du démantèlement et de la privatisation d'une grande partie des entreprises d'État, avec leur cortège de licenciements, de salaires impayés, de détournements de fonds par les cadres dirigeants. On estime qu'entre 17 et 23 millions d'ouvriers se trouvaient « mis à pied » en 2000 !

La nouveauté, c'est que des mouvements commencent à toucher de nouvelles fractions de la classe ouvrière. Des travailleurs migrants, qui quittent leurs villages pour chercher du travail, extrêmement précaire, sur les chantiers des grandes villes, ont manifesté et se sont heurtés à la police, qui tentait de les expulser. Ainsi, en décembre 2004, dans la Zone Économique Spéciale (ZES) de Dongguan (une ville ouvrière de plusieurs millions d'habitants), les correspondants de l'AFP et de Libération ont rapporté que jusqu'à 50000 travailleurs migrants ont affronté la police, après que l'un des leurs eût été battu à mort. Quatre migrants auraient été tués dans de véritables émeutes. Des grèves ont également touché des entreprises privées, à capitaux étrangers ou mixtes, ce secteur le plus dynamique de l'économie chinoise, entièrement tourné vers les exportations et les profits des grandes firmes multinationales : ainsi, en fin 2004, les 3000 ouvrières de l'usine Computime de Shenzhen (une ZES, aux portes de Hong Kong) ont bloqué le centre de la ville, et obtenu une augmentation de 170% de leur salaire.

Ces luttes doivent être rapportées à l'immensité du pays. Même si elles sont en recrudescence, le régime n'a peut-être pas encore de raison de se sentir menacé par de tels mouvements, mais il lui faut éviter que quoi que ce soit puisse servir de point de ralliement à tous les mécontentements, à toutes les résistances.

Tuer dans l'ouïe toute opposition

Le printemps 1989 fut au départ une protestation des étudiants de Pékin, à la fois contre la dégradation de leurs conditions d'existence, la corruption et le népotisme du pouvoir, l'absence de libertés. Le mouvement a rencontré un fort courant de sympathie populaire qui leur a donné le courage d'aller jusqu'à l'occupation permanente de la place Tien An Men, devant le siège du pouvoir. Les étudiants ont bien failli (sans doute bien malgré eux) servir de catalyseur à tous les mécontentements dans la population : aspiration à la démocratie, mais aussi révolte face au développement du chômage dans les villes, à l'inflation, la corruption et l'arbitraire de l'administration. Par leur détermination, ils faisaient une brèche dans le mur du pouvoir, montraient qu'il était possible de le faire reculer. Nombreux étaient déjà les employés et ouvriers de Pékin qui avaient tenu à afficher leur solidarité avec le mouvement, y compris, quelques jours avant le massacre, en tentant de s'interposer entre les troupes et les étudiants. Pourtant, sauf quelques exceptions, la plupart des leaders du mouvement choisirent de ne pas s'adresser aux travailleurs, de ne pas essayer de les entraîner activement dans la lutte : aux dires de certains d'entre eux, il ne fallait pas qu'ils viennent « polluer » le mouvement étudiant, « idéaliste », en apportant leurs revendications matérielles ; il ne fallait pas qu'ils se mettent de la partie, car le régime se serait senti « provoqué », « menacé » ! Un refus de véritable jonction avec les classes populaires que raconte Jean-Philippe Béja, dans son livre *À la recherche d'une ombre chinoise*. Comme si l'extension de la lutte aux classes populaires n'aurait pas été le seul moyen de renforcer le mouvement et de faire reculer le pouvoir.

Le pouvoir, lui, ne s'y est pas trompé. C'est le danger d'une montée du mouvement ouvrier dans tout le pays qui explique la férocité du massacre des étudiants (et des employés et ouvriers qui ont voulu les soutenir jusqu'au bout) et le caractère systématique de la répression qui a suivi à grande échelle dans tout le pays. Aujourd'hui encore, le gouvernement veut à tout prix éviter qu'une révolte quelconque puisse faire boule de neige, ou qu'une organisation indépendante du Parti communiste officiel puisse profiter d'une crise sociale ou politique pour affirmer une alternative à l'échelle de tout le pays.

Face aux mouvements, la tactique des autorités peut varier. Mais si parfois le pouvoir lâche du lest en arrêtant des cadres locaux accusés de corruption ou d'arbitraire, ou en distribuant un peu d'argent aux paysans spoliés ou aux ouvriers au chômage, dans le même temps, il isole toutes les révoltes du

reste du pays, bloque l'information, et cible la répression. On arrête les meneurs, on les fait disparaître ou on leur inflige, dans des simulacres de procès, de lourdes peines d'emprisonnement ou de travaux forcés, pour l'exemple.

À tel point que même une secte religieuse, la secte Falungong, qui pourrait sembler a priori relativement inoffensive, du moins sur le plan politique, a subi une dure répression. Elle avait commis le crime, en 1999, de faire manifester des milliers de ses membres place Tien An Men pour le dixième anniversaire du massacre de 1989.

Il en va de même pour les militants démocrates qui se sont obstinés à vouloir créer une organisation. Ainsi, en 1998, des dissidents décident de profiter de la visite à Pékin du président américain Bill Clinton pour tenter de faire reconnaître, au moins par des autorités locales, un parti d'opposition légal, le Parti Démocratique Chinois, espérant que les négociations avec les Américains gêneraient le pouvoir et le freineraient dans la répression. Pendant quelques mois les autorités acceptent d'enregistrer dans 24 provinces des « comités préparatoires » au PDC regroupant jusqu'à deux cents personnes. Puis, après la visite de Clinton et la réussite des négociations sur l'entrée dans l'OMC, le gouvernement siffle la fin du jeu : tous les dirigeants du PDC sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison, pour « subversion de l'État ».

C'est d'autant plus vrai pour ceux des opposants qui, ouvriers ou intellectuels, voudraient organiser les milieux ouvriers. Chaque fois que des militants ont tenté de créer des syndicats libres, ils sont allés en prison : ainsi, en mai 1992, 16 personnes sont arrêtées pour avoir tenté d'organiser un « syndicat libre de Chine » et condamnées, en 1994, à des peines de 7 à 20 ans de prison. La même année, un militant qui a tenté de créer une Ligue pour la protection des ouvriers, est arrêté et condamné à trois ans de « rééducation par le travail ». Pour le parti communiste chinois, pas question de tolérer que des militants démocrates puissent établir une liaison avec les milieux ouvriers et les luttes des travailleurs.

Il est significatif qu'une équipe militante comme celle du China Labour Bulletin ait dû s'installer à Hong Kong pour survivre et développer ses activités : dirigée par Han Dongfeng, le fondateur du premier syndicat autonome en Chine, à Pékin, au moment du mouvement de 1989, elle recueille toutes les informations possibles sur les accidents industriels, les licenciements, la violation des droits des ouvriers, ainsi que sur les grèves et les révoltes, et tente de diffuser ces informations dans le reste du pays, notamment par internet. Avec l'objectif avoué de faciliter la construction de syndicats indépendants, crime majeur pour le régime.

Quand des opposants se réconcilient avec la dictature

Mais ce que craint le pouvoir n'est pas forcément ce qu'espèrent ses opposants.

Après 1989, le mouvement pour la démocratie en Chine, en lutte pour sa survie, s'est trouvé dans une situation assez nouvelle : d'un côté, une répression féroce et aucune tolérance de la part du pouvoir. De l'autre, une longue période de croissance économique.

C'est dans ce contexte qu'on a vu apparaître, dans les années 1990, une littérature d'opposition... devenue beaucoup plus indulgente à l'égard de la dictature, et cela même sous la plume de gens persécutés ou exilés.

Jean-Philippe Béja, l'auteur du livre déjà cité, décrit ainsi l'évolution d'« intellectuelsdémocrates » qui ont choisi de se transformer en ce qu'ils appellent eux-mêmes des « intellectuels modernes ». En tirant d'abord le bilan de l'échec du mouvement du printemps 1989, certains opposants ont étrangement tenu à faire porter le blâme... sur le peuple chinois lui-même, entendez bien sûr : les classes populaires. Le mouvement pour la démocratie aurait été condamné à l'isolement, parce que les classes populaires, à commencer par la paysannerie, ignorante, soumise, seraient restées indifférentes à l'idéal démocratique. Mais quand les travailleurs... entrent en lutte, ils ne trouvent pas davantage grâce à leurs yeux ! Ainsi, dans un livre publié à Hong Kong en 1996, Adieu à la révolution, Li Zehou et Liu Zaifu, qui se sont enfuis du pays après le massacre du 4 juin, affirment aujourd'hui que le dénouement sanglant du mouvement de 1989 serait de la responsabilité des masses populaires qui sont venues assister les étudiants occupant la place : la propension des

masses à la violence expliquerait la décision du pouvoir de recourir à l'armée ! Ils appellent les intellectuels à devenir adultes en renonçant aux idées « radicales » selon lesquelles on pourrait changer la société par la violence et d'un coup. Pour eux, en recourant à une grève de la faim, en continuant d'occuper la place pendant la visite de Gorbatchev, en prenant le risque de provoquer une explosion sociale, les leaders étudiants du mouvement ont empêché le pouvoir de faire des compromis et de sauver la face, et ils sont responsables de ce fait du massacre !

De façon plus générale, « la qualité du peuple chinois est trop faible », selon une expression courante parmi ces milieux « néo-conservateurs » de l'opposition chinoise ! Quand les classes populaires ne sont pas accusées d'être inertes et soumises, nos « démocrates » les soupçonnent d'être violentes par nature, et capables de se battre pour un retour en arrière, c'est-à-dire la remise en cause des réformes économiques qui ont lancé le développement du capitalisme depuis 25 ans, en faisant au passage d'énormes dégâts sociaux.

En conclusion de quoi il faudrait attendre de longues décennies d'éducation progressive du peuple pour que la démocratie devienne possible, les classes populaires devenant à la fois moins résignées, moins violentes, et surtout moins revendicatives. Il faudrait aussi qu'une « classe moyenne » conséquente, à la fois instruite, relativement indépendante économiquement du pouvoir, c'est-à-dire liée à un secteur privé de l'économie et ne dépendant pas de l'État pour ses emplois, et « raisonnable » économiquement (c'est-à-dire vivant confortablement) émerge progressivement, grâce au développement capitaliste de la Chine.

En attendant, ces intellectuels n'ont rien de plus pressé que de laisser le temps au temps (et surtout au capitalisme). Ils ne revendiquent même pas des élections pluralistes et libres, mais des libertés d'association et d'expression pour les couches aisées et instruites de la population. Tout juste encouragent-ils l'organisation des élections libres locales - dans les villages. Or c'est précisément ce que le gouvernement chinois prétend vouloir : commencer à étendre un principe électif libre localement, dans les campagnes, puis l'étendre aux villes, progressivement... d'ici 2050 !

En matière de démocratie, ils ne sont finalement pas plus téméraires que les braves bourgeois libéraux français des années 1830, qui craignaient que le suffrage universel ne donne le pouvoir aux gueux et laisse la porte ouverte aux revendications des classes dangereuses.

C'est d'ailleurs tout le paradoxe de gens qui affirment que du capitalisme viendra la démocratie : aussi bien eux-mêmes que la bourgeoisie chinoise et étrangère semblent surtout fort satisfaits de la poigne de fer du parti « communiste » chinois sur le pays.

L'appel du pouvoir à « l'intelligentsia » : « Enrichissez-vous... et taisez-vous ! »

Il y a un fond économique et social bien réel à ce rabibochage d'une partie de l'opposition avec le régime : le développement capitaliste actuel de la Chine.

La croissance spectaculaire de l'économie chinoise, enclenchée dès le début des années 1980, qui s'est encore accélérée après 1989, a certainement donné un regain de légitimité au pouvoir, en tout cas pour tous ceux qui en profitent et ont vu leur niveau de vie s'élever rapidement. Ils sont une petite minorité dans le pays, mais néanmoins nombreux. Cette évolution a évidemment profité aux entrepreneurs, à une nouvelle bourgeoisie qui prospère à côté, à l'ombre, ou au sein même du parti communiste. Mais elle profite également à la petite bourgeoisie intellectuelle, celle-là même qui s'est révoltée contre le régime en 1989.

Dans les années 1980, les enfants des couches instruites de la société ne profitaient pas encore forcément de la croissance économique. C'est ce qui a bien changé depuis 1989, comme le décrit Béja : « Ce développement de l'économie privée pourra profiter directement aux intellectuels car il s'agit cette fois de créer des entreprises dans le domaine des hautes technologies, du conseil et de l'import-export. Tandis que la première vague de créations d'entreprises pendant les années 1980 avait essentiellement bénéficié à des marginaux, des paysans astucieux, des jeunes instruits en rupture de ban, ou des parents de cadres, cette fois-ci, c'est au tour des intellectuels de pouvoir enfin en profiter pour améliorer leur niveau de vie. Car il s'agit de surfer sur la vague des hautes technologies, du service aux exportations et autres activités qui réclament des connaissances. Cela

explique qu'un grand nombre de professeurs et de chercheurs, y compris parmi les démocrates, se soient »jetés à la mer« (c'est-à-dire lancés dans les affaires). »

Le gouvernement chinois a d'ailleurs consciemment favorisé cette évolution, espérant que la levée des frustrations économiques de ces couches sociales les détournerait de l'opposition politique. Par ailleurs, les salaires des professeurs d'université ont été largement augmentés, de nombreux postes ont été ouverts, toutes sortes d'incitations (lucratives) à travailler à la fois pour l'État et le privé ont été imaginées. Avec la ferme intention de noyer la contestation démocratique de la couche sociale des intellectuels dans l'argent.

Finalement, au sein de la petite bourgeoisie intellectuelle ou « instruite » chinoise, se sont développées ces dernières années des idées qui collent fort bien aux intérêts non seulement des autorités, mais des milieux d'affaire chinois, de la bourgeoisie elle-même : ce qui doit primer, c'est la « stabilité », mot d'ordre favori de la dictature. Il est vrai que l'actuel développement capitaliste de la Chine passe par une explosion des inégalités, une vague de chômage dans les villes, des dizaines de millions de licenciements dans les industries d'État, des afflux de migrants en ville pour fuir la misère des campagnes. C'est d'autant plus vrai que la croissance de l'économie chinoise est essentiellement tirée, depuis 25 ans maintenant, par les exportations et les investissements étrangers, dont l'expansion repose précisément sur le seul véritable « avantage compétitif » de la Chine sur le marché mondial : une main-d'œuvre abondante, pas chère et docile. Un « État fort », au « despotisme éclairé », n'est-il pas nécessaire pour empêcher les troubles sociaux de venir gâcher la belle aventure du capitalisme chinois ?

Des amis des travailleurs... fort ambigus

Cependant, tous les opposants chinois, fort heureusement, ne veulent pas attendre 2050 pour vivre librement. Certains critiquent aussi les injustices sociales qui accompagnent le développement actuel du capitalisme.

Ainsi, un opposant « historique » comme Wei Jingsheng. Ce fils d'un haut cadre du PCC, militant de la révolution culturelle de Mao dans les années 1960, puis exilé dans un village pour se faire « rééduquer par le travail », devint célèbre lors du « printemps de Pékin » de novembre 1978 à mars 1979. De jeunes contestataires affichaient des *dazibao*, journaux muraux, sur une palissade à quelques centaines de mètres de la place Tien An Men et du centre du pouvoir. Wei Jingsheng afficha un texte dénonçant la dictature du PCC, et exigeant que les autorités ajoutent aux « Quatre Modernisations » économiques promises par Deng Xiaoping une « Cinquième Modernisation », la démocratie. Condamné pour « subversion de l'État » et « activités contre-révolutionnaires », torturé, sous-alimenté, incarcéré près de 20 ans en prison et en camp de travail (le « *laogai* »), puis expulsé de force vers les États-Unis en 1998, c'est le genre de « dissident » dont la réputation repose sur un courage physique et intellectuel indéniable face au pouvoir.

Or dans ses différents textes (les Lettres de prison ou encore un recueil de souvenirs collectés par Marie Holzman et Bernard Debord, Wei Jingsheng, un Chinois inflexible), Wei Jingsheng souligne la fragilité à long terme des « performances économiques » du régime et son cortège d'injustices sociales. Mais s'il prend argument des révoltes d'ouvriers et de paysans pour conforter sa critique de la dictature, il cherche surtout à mettre en garde les dirigeants des grandes puissances développées : vous avez investi en Chine, vous y faites des affaires ? Vous avez tendance du coup à nous abandonner, nous les démocrates chinois, en mettant en sourdine vos critiques sur les droits de l'homme, pourvu que l'État chinois vous achète des Boeing ou des Airbus ? Méfiez vous, car la dictature n'est pas à même de garantir une croissance régulière à long terme, et l'absence de libertés risque de mener un jour à une explosion sociale pure et simple, qui remettra tout en cause. Pire encore : le régime chinois actuel, précisément à cause de la nécessité pour lui de ne jamais partager le pouvoir ni de laisser émerger une alternative politique, pourrait être tenté, en cas de crise grave, de se lancer dans une fuite en avant nationaliste, contre Taiwan par exemple, afin de ressouder la population sous son drapeau.

C'est un raisonnement semblable que tient un autre adversaire du régime, exilé lui en France,

depuis près de trente ans. Wang Zhixiong, sous le titre significatif *La Démocratie ou le chaos ?*, regrette lui aussi que les « droits de l'homme puissent se dissoudre dans le Coca-Cola » pour les dirigeants et hommes d'affaires occidentaux, que le totalitarisme puisse faire bon ménage avec les affaires. Des remarques qui semblent en réalité destinées à susciter l'attention des dirigeants américains, français, allemands, japonais... « On sait, derrière les murs de la Cité interdite (siège du gouvernement chinois) que c'est le marché, et lui seul, qui commande les choix de l'Occident. Et que le marché a opté pour la stabilité de la Chine. Mais pour combien de temps ? » Car la dictature est un danger pour l'ordre social : « Le tout est de savoir si une concentration extrême du pouvoir représente un danger pour l'équilibre social. (...) La stabilité sociale n'est-elle donc pas plus menacée par un capitalisme sauvage toléré du pouvoir, que par l'aspiration démocratique, et rigoureusement réprimée, des intellectuels dissidents ? » Suit alors la prédiction d'une possible catastrophe politique, si de gigantesques troubles sociaux avaient lieu : (...) « On peut raisonnablement penser que les durs du régime tenteront de s'appuyer sur l'armée pour s'emparer du pouvoir. Au nom de l'orthodoxie marxiste, pour »restaurer le socialisme« , se faisant les champions de la justice sociale, ils s'efforceront de mobiliser ceux que la réforme n'a pas enrichis. S'appuyant sur la frustration des laissés-pour-compte, ils appelleront à la renationalisation des entreprises, au gel des avoirs étrangers en Chine, voire au rétablissement de l'agriculture collectiviste et de l'économie planifiée. » Et ils passeront dans la foulée à « l'option nationaliste », une agression de Taiwan par exemple.

On ne peut s'exprimer plus clairement : la pire catastrophe, ce ne serait donc pas la perpétuation de la dictature, ni d'ailleurs la misère immense des soutiers de la croissance. Mais ce que certains dissidents appellent le « risque gauchiste » contre lesquels ils mettent en garde les politiciens occidentaux ou japonais qui pourraient être tentés de laisser tomber complètement le pion « droits de l'homme » dans leurs multiples négociations commerciales avec la Chine. La démocratie ou le « chaos », donc.

De même Wei Jingsheng donne son coup de chapeau aux luttes populaires, mais met en garde contre les dangers d'une double violence, celle de la révolte et de la répression : « Du fond de ma prison j'entendais monter la rumeur des révoltes paysannes et des grèves ouvrières. Aujourd'hui elles sont dix fois plus nombreuses et résultent aussi bien des taxes injustes, de la corruption généralisée et des expropriations, que des dizaines de millions de licenciements liés à la privatisation des entreprises d'État, ou du spectacle donné par les puissants repus et aveugles au nombre croissant de miséreux qui tendent la main. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la population chinoise réclame le changement. Mais Jiang Zemin (alors au pouvoir) n'a qu'un seul mot à la bouche : stabilité. (...) » Nous ne nous laisserons pas détrôner ! Nous avons nos tanks et nos fusils ! « Oui, le parti communiste de Jiang Zemin mène tout droit à la violence : celle de la révolte populaire et celle de la répression policière. »

Et Wei Jingsheng tire à sa façon les leçons de l'échec du mouvement de 1989 : « J'ai toujours en tête cet enseignement du 4 juin et, aujourd'hui, mes amis et moi, ceux de l'intérieur comme les exilés, le mettons en pratique. Nous procédons, bien sûr, dans le plus grand secret, et il est impossible d'en dire trop, si ce n'est qu'il nous faut un noyau dur dans l'armée, capable de devenir un pôle de ralliement au moment opportun. J'ai pour cela l'avantage de mon milieu d'origine (Son père était un haut cadre de l'armée). Cependant un tel bastion ne sera pas suffisant : nous avons besoin d'une base arrière. Les étudiants de 1989 ont échoué parce qu'ils étaient coupés de tout. (...) L'arrière du mouvement démocratique chinois, ce sont les démocraties du reste du monde. Cet appui étranger, y compris sur le plan des ressources, nous est indispensable. »

Constatant que le mouvement étudiant ne pouvait pas compter sur ses propres forces pour mettre à bas la dictature, voilà qu'il propose au mouvement démocratique la perspective d'un coup d'État militaire soutenu par les grandes puissances.

De même, Wang Zhixiong, après avoir lui aussi évoqué favorablement l'effort des travailleurs chinois pour défendre leurs droits les plus élémentaires, craint leurs débordements : « Le mécontentement des salariés ne peut être canalisé par des revendications raisonnables à cause de

l'absence totale d'organisation syndicale indépendante, un mal hérité du régime communiste. » Il faudrait des syndicats libres, mais pour canaliser la colère ouvrière. Il rêve manifestement de syndicats bien sages, de bureaucraties pleinement intégrées à l'État malgré leur indépendance formelle, bref des syndicats qui, depuis un siècle, ont fait leurs preuves auprès de la bourgeoisie un peu partout dans le monde.

Pour ces dissidents, se dire solidaires des luttes ouvrières va de soi, Mais ces luttes ne sauraient être le moyen de mettre à bas le régime. Pire : elles sont à craindre au cas où elles prendraient trop d'ampleur.

Une contradiction que résume Béja, dans le livre déjà cité : « Il est trop tôt pour affirmer que le mouvement de résistance ouvrière renforcera le mouvement pour la démocratie. Les militants démocrates sont favorables à l'extension du marché alors que les ouvriers mis à pied protestent contre le démantèlement des entreprises d'État. »

Pour ces dissidents……, qui ne sont certes pas des communistes révolutionnaires, mais qui se veulent des militants démocrates, la démocratie elle-même ne serait-elle pas à vendre, l'ordre social passant avant tout ?

Quelles perspectives pour les luttes ouvrières ?

La situation sociale actuelle, mais aussi les différentes perspectives que défendent les opposants connus au régime jusque-là, montrent décidément à quel point la classe ouvrière chinoise aurait besoin d'une politique indépendante et d'un parti défendant ses intérêts propres.

Car c'est bel et bien la classe ouvrière qui aurait la capacité de mettre à bas la dictature. Dans ce pays, elle est bien plus puissante qu'elle ne l'a jamais été dans toute l'histoire. Le nouveau capitalisme chinois, même s'il met au chômage des dizaines de millions de salariés d'État, forge une classe ouvrière de plus en plus nombreuse, une force sociale qui aurait les moyens non seulement de renverser la dictature, mais de transformer la société, et d'ébranler le monde !

Or il est frappant de voir à quel point beaucoup d'opposants qui se disent « démocrates » partagent en réalité l'arrogance - et d'une certaine façon la crainte - du pouvoir face à la classe ouvrière. En tournant le dos aux travailleurs, ils tournent le dos à leur propre idéal démocratique, et ils le font consciemment : plutôt la dictature que l'émergence d'un puissant mouvement ouvrier. Ceux qui par ailleurs se disent solidaires de telle résistance locale des ouvriers, ont eux aussi peur que la classe ouvrière, en luttant, ne serait-ce que pour ses conditions d'existence, ne remette en cause ce qui pour eux est l'essentiel : le développement du capitalisme, et la seule liberté pour toute une bourgeoisie, et une petite bourgeoisie, de s'enrichir et de s'élever dans la société.

Pour lutter jusqu'au bout contre la dictature, la classe ouvrière doit donc compter sur elle-même. Mais pour que se constitue un véritable mouvement ouvrier, susceptible de capitaliser toutes les formes de résistance et de révolte de cet immense pays, les travailleurs ont besoin d'organisations et d'objectifs politiques qui les unifie et leur soient propres.

Bien sûr, comme partout ailleurs, la classe ouvrière chinoise a ses divisions. Le gouvernement mise d'ailleurs dessus. Lui qui prétend toujours incarner l'unité du pays, joue des différents clivages. Il y aurait différence d'intérêts entre les régions laissées pour compte du centre du pays, et les régions côtières en plein boom économique. Différence de problèmes, entre les ouvriers des entreprises d'État, qui sont licenciés ou « mis à pied », qui perdent leur « bol de riz en fer » comme on disait à l'époque maoïste, pour parler des soins médicaux, du logement, de frais d'éducation et de l'emploi à vie qui étaient liés à leur appartenance à une unité de travail publique, et la nouvelle classe ouvrière, celle des travailleurs des entreprises privées, dont certaines particulièrement surveillées, dans les Zones Économiques Spéciales dévolues aux investissements étrangers. Le pouvoir sait en jouer, comme il sait manier la démagogie contre les ouvriers migrants, les mingong, ces villageois qui cherchent du travail en ville : ils n'ont pas le permis de résidence urbain (le hukou) institué dans les années 1950, ils ne peuvent bénéficier d'aucun service public (école, santé, allocations...), ils sont traqués par la police qui régulièrement fait des rafles et les expulse. Ces clandestins qui sont au cœur de la croissance économique (ils représenteraient par exemple près de 80% des travailleurs du

bâtiment), sont régulièrement désignés par les autorités comme responsables des maladies, des vols, des crimes... et des bas salaires.

À l'encontre de ces clivages, c'est un programme social et politique bien précis (et pas seulement des revendications syndicales), qui permettrait à la classe ouvrière de cristalliser les espoirs de l'immense majorité de la société. Or le problème du contenu de ce programme se pose d'autant plus qu'il y a précisément des exemples, ces dernières décennies, de pays soumis à la dictature, où c'est la classe ouvrière qui a ébranlé le pouvoir. Dans ces pays, dans les années 1980, il s'est trouvé des opposants, pour beaucoup issus des milieux intellectuels, et parfois même liés à l'Église catholique, qui n'ont pas craint de s'associer aux luttes ouvrières, de participer à l'organisation d'un puissant mouvement ouvrier, mais en mettant l'énergie de celui-ci au service de leurs propres objectifs : ceux qui ont fondé Solidarnosc en Pologne, les syndicats indépendants coréens, le Parti des Travailleurs brésiliens de Lula, ou encore les syndicats liés à l'ANC en Afrique du sud. Ils ont construit des bureaucraties réformistes, faites pour canaliser les luttes. Résultat : les dictatures ont certes fini par jeter l'éponge, mais les travailleurs eux ne se sont pas émancipés de leur oppression économique. Ils ont encore face à eux un État qui leur est profondément hostile, ils n'ont pas pu imposer dans la société cette démocratie radicale qu'eux seuls n'ont pas à craindre de voir triompher. Ils ont tiré les marrons du feu pour d'autres qu'eux.

Dans ces différents pays, les militants « démocrates », mais bourgeois, et les réformistes de tout poil, n'ont pas attendu la montée en puissance du mouvement ouvrier pour tenter d'en prendre le contrôle, de le verrouiller et de le dévoyer d'avance, comme en Pologne ou au Brésil. Beaucoup de choses se jouent dès les débuts embryonnaires d'un mouvement ouvrier : dans ses formes d'organisation comme dans ses objectifs et perspectives explicites.

En Chine, les luttes ouvrières prendront sans doute de l'ampleur, peut-être dans un proche avenir, en pouvant susciter l'essor d'un véritable mouvement ouvrier. Mais c'est probablement dès maintenant que se pose le problème de ses orientations futures. Dès maintenant que se pose la nécessité d'un programme et d'une organisation communiste révolutionnaire.

Le problème se pose d'autant plus que certains militants chinois ont justement le mérite de se battre -dans des conditions plus que difficiles- pour organiser et faire connaître ceux qui luttent, grévistes ouvriers, paysans expropriés, locataires pétitionnaires, syndicalistes persécutés. C'est le cas par exemple à Hong Kong, de ceux qui font paraître le China Labour Bulletin. Un travail ainsi présenté par Cai Chongguo dans son livre Chine : l'envers de la puissance : « Depuis le début du XXème siècle, mes compatriotes se battent pour la démocratie, mais ils ont toujours échoué. À mon avis, la raison en est qu'on ne peut bâtir une démocratie politique qu'avec des bases sociales solides : des organisations sociales autonomes et des syndicats indépendants, qui permettent de s'opposer au pouvoir politique. Sans ces contre-pouvoirs les élus politiques se transforment, un jour ou l'autre, en dictateurs, ou ils se mettent au seul service des plus riches. Créer ces organisations alternatives, promouvoir la liberté d'association pour défendre les intérêts des ouvriers, des paysans et des petites gens en général, tel est l'objectif que s'est fixé notre association, China Labour Bulletin. Installée à Hong Kong et dirigée par Han Dongfeng, le fondateur du premier syndicat autonome en Chine, à Pékin, en 1989, elle s'inspire de ses contacts avec les centrales syndicales internationales (en France, FO et CFDT) pour servir et informer les Chinois restés au pays, avec qui elle est chaque jour en contact, directement et par radio, téléphone ou internet. »

Et effectivement ces militants disent vouloir « organiser des syndicats indépendants », que « toutes leurs activités soient fondées sur le soutien aux luttes des travailleurs chinois pour leurs droits et la sécurité de leur existence », aussi bien contre les licenciements que les accidents industriels, et ils cherchent à « mobiliser un réseau de militants du travail en Chine » (sur leur site internet, « Qui sommes-nous ? »). Mais quand ils défendent le principe des « organisations sociales autonomes », ils veulent dire aussi non politiques, ne prétendant pas se battre pour le pouvoir politique. Dire qu'on veut donner à la classe ouvrière les moyens d'être un « contre-pouvoir », c'est aussi dire qu'on laisse le pouvoir à d'autres, en l'occurrence aussi à une autre classe, la bourgeoisie.

Au contraire, dans les conditions actuelles, au moment où une grande partie de la classe ouvrière chinoise subit d'une part des licenciements massifs, et d'autre part des conditions d'exploitation impitoyables dans le secteur privé en expansion, celle-ci aurait besoin, non seulement de revendiquer les libertés syndicales, mais de s'affirmer comme une force politique. Avec un parti politique prolétarien. Qui aurait ses propres objectifs de classe : remettre en cause radicalement et la dictature, et le capitalisme avec ses licenciements, ses emplois précaires, ses bas salaires et sa discipline de caserne dans les entreprises. Cela n'aurait assurément rien pour plaire aux puissances développées de la planète, dont les firmes multinationales ont toutes investi dans le pays pour bénéficier de sa main-d'œuvre abondante, peu chère, opprimée.

Bien des conditions objectives, économiques, sociales et politiques, semblent aujourd'hui réunies en Chine pour la création d'un authentique parti révolutionnaire prolétarien. Reste une condition « subjective » indispensable : qu'au moins certains de ceux qui cherchent à « mobiliser un réseau de militants du travail en Chine » en comprennent la nécessité.

Le 13 janvier 2006